



Discours 76^e anniversaire de la capitulation de l'Allemagne nazie et de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Samedi 8 mai 2021

Saint-Etienne-du-Rouvray

Monsieur le député, cher Hubert,

Mesdames et Messieurs les élus,

Messieurs les représentants de la FNACA,

Messieurs les porte-drapeaux,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Il y a 76 ans, fut signé à Berlin l'acte solennel de capitulation sans condition, de l'Allemagne nazie, qui mettait fin à la seconde guerre mondiale. Comme chaque année, nous tenons à rendre hommage aux victimes de ces terribles années de guerre et à toutes celles et ceux qui ont sacrifié leur vie pour que nous retrouvions notre liberté. Cette guerre qui a décimé des millions de personnes à travers le monde a fait davantage de victimes civiles que militaires. Elle a été source de très nombreuses souffrances par les deuils et les atrocités qu'elle a engendrés.

Aujourd'hui, dans le contexte sanitaire et politique que nous connaissons, j'ai voulu maintenir cette commémoration, pour ne pas oublier.

A travers ce devoir de mémoire, je veux redonner du sens aux actions conduites dans le passé et qui contribueront demain au progrès humain.

Lorsqu'est déclarée la deuxième guerre mondiale, la société française est sujette à des divisions politiques, sociales, idéologiques, consécutives à la crise économique de 1929 qui

a frappé toute l'Europe qui voit alors naître des mouvements fascistes dans de nombreux pays.

L'annexion d'une grande partie du vieux continent par l'Allemagne nazie à partir de 1939 conclut 10 années durant lesquelles la peur de l'autre, la haine, la discrimination ou encore l'obscurantisme ont pris le pas sur les valeurs progressistes de solidarité et de fraternité. L'ennemi était arrivé mais l'idéologie nauséabonde le précédait.

Le parti communiste français et ses militants, déjà engagés politiquement contre cette tendance avant la guerre, sont en toute logique parmi les premiers à entrer en résistance dès 1940 : ouvriers, étudiants, syndicalistes, hommes politiques, artistes, intellectuels... Tous commencèrent à se rassembler afin d'organiser, dans la clandestinité, les premiers actes de résistances face à l'occupation nazie : grèves dans les usines pour priver l'occupant de ressources, manifestations, réunions publiques ou encore sabotage des réseaux d'approvisionnement de l'armée allemande.

Ils seront très rapidement rejoints par un grand nombre de résistants issus de groupes constitués et de diverses catégories de la population : des organisations syndicales notamment la CGT, de partis politiques hostiles au gouvernement de Vichy et notamment le parti socialiste, des citoyens ayant entendu l'appel du général De Gaulle, des représentants de presse, de la communauté chrétienne... tous formeront ainsi la résistance intérieure qui combattra sans répit l'occupant.

Le rassemblement de toutes ces organisations en 1943, en grande partie organisé par Jean Moulin, aboutit à la création du Conseil National de la Résistance dont l'activité solidaire, coordonnée et unifiée aux côtés des forces alliées, contribuera à la capitulation de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945.

N'oublions pas ces femmes et ces hommes qui avaient compris que l'union fait la force et qui, souvent au péril de leur vie, ont su mettre leurs différends de côté et coopérer afin d'élever le progrès humain au-dessus de toute querelle pour faire face à la menace fasciste.

Mais la menace est encore là qui court dans l'ombre. Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde. Elle surgit dans des propos obscurs et détestables un soir de conseil municipal. Elle fait silence après les drames pour mieux engranger les fruits des peurs. Elle complot. Elle souffle sur les braises terribles des divisions humaines. Alors, retenons de ce douloureux épisode du nazisme, la nécessité de se rassembler pour s'opposer aux idées fascistes et fondamentalistes.

Se rassembler sur les valeurs communes de notre république est essentiel. Se rassembler sur un projet progressiste pour l'humain dans son environnement l'est tout autant.

En lien avec le conseil national de la résistance, des femmes et des hommes ont su se rassembler pour construire, pendant la guerre, un programme progressiste, celui des « jours Heureux » visant à la reconstruction de la France avec des droits nouveaux : des droits pour les femmes, le droit du travail, le droit à la retraite, la protection sociale de tous les citoyens, la nationalisation de l'industrie ou encore le développement de la Culture.

Ce projet d'émancipation pour toutes et tous, il est encore sur notre table de travail aujourd'hui, pour faire face aux enjeux de notre temps et aux crises que nous traversons. Cette pandémie virale en est l'illustration. Elle est révélatrice du délitement de l'Etat et des grandes inégalités engendrées par le système dans lequel nous vivons.

Il est nécessaire de se rappeler le sens du commun. Pour cela, nous avons besoin de redonner davantage de moyens aux femmes et aux hommes de ce pays pour exercer leurs actions de solidarité.

Je pense aux personnels soignants et des hôpitaux, mais aussi à toutes celles et ceux qui exercent des métiers utiles au quotidien, dans les services publics et privés, comme dans les associations, notamment celles d'entraide et de soutien.

La période qui s'ouvre sera à nouveau un temps de choix. Celui d'une société morcelée, divisée, inégalitaire, individualiste ou celui d'une société unifiée, rassemblée, réparatrice, altruiste. Un défi démocratique et citoyen se présente comme une nouvelle occasion d'améliorer nos vies quotidiennes, dans le respect de nos différences.

Alors, rappelons-nous le défi relevé par les femmes et les hommes de la résistance pour faire œuvre de civilisation. Faisons ensemble ce travail de mémoire. Sinon comme le disait Karl Marx : « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre ».

Vive la république, vive la France.

Je vous remercie.

Joachim Moyses